

Thème: Commercial› Contrats commerciaux

Mots clés : Représentation commerciale, Contrat à durée déterminée, Renouvellements successifs, Qualification, Résiliation, Préavis, Motifs

Base légale: Art(s) 230 Dahir des Obligations et des Contrats

Résumé en langue française

Le contrat de représentation commerciale conclu pour une durée déterminée de trois ans renouvelable par tacite reconduction d'année en année ne constitue pas un contrat à durée indéterminée. Ne commet pas d'abus dans la rupture et n'a pas à justifier des motifs de résiliation, le concessionnaire qui met fin au contrat en respectant le préavis contractuel d'une année.

Thème: Commercial› Chèque

Mots clés : Chèque, Prescription

Source Ouvrage : Arrêts de la Chambre Civile - 50 ans, Cour Suprême - Centre de publication et de Documentation Judiciaire p.20, (2007)

Résumé en langue française

La prescription des actions du porteur de chèque vis-à-vis de l'endosseur et du tireur est de 6 mois à compter de la date de présentation du chèque en vue de son paiement. La prescription de l'action du porteur vis-à-vis du tiré est de 3 ans à compter du terme du délai de présentation du chèque à l'encaissement.

Thème: Commercial› Chèque

Mots clés : Chèque sans provision, Constitution de la provision dans le délai de 20 jours à compter de la présentation, Peine d'emprisonnement réduite ou supprimée

Base légale: Art(s) 325 Code de Commerce

Source : Bulletin d'information de la Cour Suprême النشرة الإخبارية
المجلس الأعلى N°14 2004 p.10

Résumé en langue française

Lorsque le tireur d'un chèque sans provision aura constitué ou complété la provision dans les vingt jours de la présentation, la peine d'emprisonnement pourra être réduite ou entièrement supprimée tant à son égard qu'à celui de tout coauteur ou complice.

Juridiction: Cour d'appel de commerce/ Pays/Ville: Maroc, Casablanca/ Date de décision: 14/04/2005/ Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 1590/1 Numéro de dossier: 3/01/2234

Thème: Commercial› Commerçant

Mots clés : Factures, Défaut des mentions obligatoires, Absence de conformité, Inopposabilité aux tiers

Résumé en langue française

Les factures qui ne comportent pas les mentions obligatoires à savoir la TVA, le montant total et le cachet de la société, sont considérées comme des factures non conformes et non opposables aux tiers.

Identification

Juridiction: Cour d'appel/ Pays/Ville: Maroc, Casablanca/ Date de

Numéro de décision: 154 / Numéro de dossier: 140/84

Mots clés : Expulsion, Difficulté d'exécution, Associé, Mandat apparent, Qualité pour agir

Base légale: Art(s) 1016 Dahir des Obligations et des Contrats

Résumé en langue française

L'associé du fonds de commerce n'a pas qualité pour introduire une difficulté d'exécution par le moyen d'une tierce opposition au motif qu'il n'a pas eu connaissance de l'expulsion ordonnée à l'encontre de son associé, dès lors qu'il résulte des pièces du dossier que sa qualité d'associé n'a jamais été invoquée et que son associé se comportait comme le véritable gérant du fonds de commerce, de sorte qu'il apparaissait détenir un mandat de représentation de son associé. L'article 1016 du DOC dispose que le droit d'administrer

emporte celui de représenter les associés vis-à-vis des tiers, sauf clause contraire.

Identification

Juridiction: Cour d'appel/ Pays/Ville: Maroc, Casablanca

Date de décision: 30/03/1982/ Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 471 / Numéro de dossier: 81/655

Thème: Commercial› Fonds de commerce

Mots clés : Cession, Défaut de notification, Sanction, Opposabilité au propriétaire des murs

Source : Gazette des Tribunaux du Maroc مجلة المحاكم المغربية N°42 p.83

Résumé en langue française

Le défaut de notification au bailleur « propriétaire de l'immeuble » de l'acquisition du fonds de commerce, ne prive pas l'acquéreur du fonds de commerce du droit au bail qui lui a été transféré par l'effet de l'acquisition.

Résumé en langue arabe

أصل تجاري - ضرورة تبليغ شرائه الى المؤجر - لا.
ان عدم اثبات وقوع تبليغ شراء الأصل التجاري بصفة رسمية وقانونية الى المؤجر، لا يمكن ان ينتج عنه حرمان المشتري من عنصر الحق في الايجار الذي انتقل اليه بمقتضى هذا الشراء.

Source

Recueil des arrêts de la Cour Suprême مجموعة قرارات المجلس الأعلى N°63

Résumé en langue française

Lorsque le contrat de concession exclusive de vente est conclu pour une durée indéterminée, chacune des parties peut y mettre fin à tout moment sous réserve de respecter un préavis contractuel ou d'usage. Doit être cassé l'arrêt qui n'indique pas dans sa motivation si la rupture de la relation contractuelle par l'un des cocontractants a causé un préjudice à son cocontractant ouvrant droit à réparation en recherchant si cette rupture est soudaine et imprévue, ou si elle a eu lieu sans préavis, si elle est entachée d'abus ou si le but recherché par la résiliation est illégitime.

S'agissant d'un mandat, la résiliation peut ouvrir droit à des dommages-intérêts si elle est brusque, imprévisible et intervenue sans préavis.

L'action en réparation du préjudice s'inscrit dans le cadre de la responsabilité délictuelle même s'il s'agit de la résiliation d'un contrat. Commentaire: Cet arrêt pose les fondements, la portée et la mise en œuvre du droit de résiliation unilatérale dans une relation contractuelle conclue pour une durée indéterminée. Ensuite, il définit la sanction de ce droit de rompre unilatéralement par le biais de la théorie de l'abus de droit.

Résumé en langue arabe

ملكية صناعية وتجارية - حق امتياز - سحبه - تطبيق الاتفاق - تعسف في استعمال الحق
(لا)
" - لا مجال للمسؤولية المدنية إذا فعل الشخص ، بغير قصد الإضرار ، ما كان له الحق في فعله " (الفصل 94 من ق.ل.ع.).

لما يتم إنهاء العقد باحترام شروط الفسخ، فإنه لا يمكن الادعاء بوجود تعسف في استعمال هذا الحق المخول بمقتضى الاتفاق.

-يقتضي الادعاء بوجود تعسف في استعمال حق الفسخ أن يكون هذا الفسخ مفاجئاً وغير متوقع، أو يتم بدون إخطار مسبق، وأن يكون القصد منه إيذاء المتعاقد الآخر، أن تكون المصلحة المراد تحقيقها من الفسخ غير مشروعة أو تهدف للاستئثار بالنتائج المنتظرة.

Identification

Jurisdiction: Cour de cassation / Pays/Ville: Maroc, Rabat

Date de décision: 15/04/2009 / Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 553 / Numéro de dossier: 1370-3-3-2006

Thème: Commercial › Contrats commerciaux

Mots clés

Conclusion nouveau contrat, Annulation du précédent, Recherche de l'intention des parties

Base légale:

Art(s) 461 Dahir des Obligations et des Contrats

Résumé en langue française

Est insuffisamment motivé et doit être cassé l'arrêt qui considère qu'un nouveau contrat de distribution exclusive conclu entre les mêmes parties annule et remplace le précédent sans rechercher le champ d'application géographique de chaque convention et la volonté des parties.

Identification

Jurisdiction: Cour d'appel / Pays/Ville: Maroc, Settat

Date de décision: 03/12/1985 / Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 876 / Numéro de dossier: 615/85/1

Thème: Commercial› Fonds de commerce

Mots clés

Gérance libre, Propriété commerciale (non), Registre de commerce, Inscription, Effets

Source

Gazette des Tribunaux du Maroc مجلة المحاكم المغربية N°41 p.112 et 113

Résumé en langue française

Le contrat de gérance libre liant le propriétaire du fonds de commerce au gérant ne donne pas à ce dernier la possibilité de céder les droits résultants de cet acte ou de se prévaloir d'aucun des droits de la propriété commerciale. L'inscription au registre de commerce n'est pas plus qu'une mesure unilatérale de publicité opérée sous la responsabilité du déclarant, et qui ne peut constituer un moyen établissant la propriété du fonds de commerce au profit du déclarant.

Résumé en langue arabe

تجاري : تسيير حر - لا يخول للمسير حقا من حقوق الملكية التجارية.
السجل التجاري - التقييد به إجراء قانوني دوره الاشهار - نعم.-
ان عقد التسيير الحر عقد يربط بين مالك الأصل التجاري وبين المسير، ولا يخول هذا الأخير إمكانية نقل أي حق ناتج عن ذلك العقد وكذلك المطالبة بأي حق من حقوق الملكية التجارية.
وان التقييد بالسجل التجاري ليس إلا إجراء قانونيا بإرادة منفردة تحت مسؤولية المصرح، وله دور الاشهار فقط ولا يعتبر بحال من الأحوال وسيلة إثبات لملكية الأصل التجاري لفائدة المصرح.

Identification

Jurisdiction: Cour de cassation / Pays/Ville: Maroc, Rabat

Date de décision: 06/03/1996 / Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 1343 / Numéro de dossier: 597/1994

Thème: Commercial› Chèque

Mots clés

Chèque de garantie, Remise en blanc, Charge de la preuve

Source

Ouvrage : Arrêts de la Chambre Commerciale - 50 ans, Cour Suprême
- Centre de publication et de Documentation Judiciaire, p.70, (2007)

Résumé en langue française

Dès lors que la signature du chèque n'est pas contestée par le tireur, ce dernier qui indique l'avoir signé en blanc et remis à titre de garantie, doit rapporter la preuve de sa prétention.

Résumé en langue arabe

إن محكمة الاستئناف التي رفضت الطلب لم تخرق أي مقتضى قانوني. ما دام قد ثبت لها أن الدعوى قد عززت بشيك لم ينازع الطاعن في التوقيع عليه. و إنما ادعى تسليمه للغير موقعا على بياض دون أن يثبت ذلك.

Identification

Jurisdiction: Cour de cassation / Pays/Ville: Maroc, Rabat

Date de décision: 16/10/1985 /Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 2441 / Numéro de dossier: 95895/87

Thème: Commercial› Effets de commerce

Mots clés

Prescription, Date de création, Effets

Base légale:

Art(s) 128 Code de Commerce

Source

Ouvrage : Arrêts de la Chambre Commerciale - 50 ans, Cour Suprême - Centre de publication et de Documentation Judiciaire, p.309, (2007)

Résumé en langue française

Si la traite satisfait aux conditions fixées par les dispositions de l'article 128 du Code de commerce, alors elle est soumise à la courte prescription selon la nature de la créance. L'effet de commerce qui ne comporte pas sa date de création est

considéré comme un titre de créance ordinaire soumis à la prescription de droit commun.

Résumé en langue arabe

تخضع الكمبيالة للتقادم القصير الامد متى توفرت فيها الشروط المنصوص عليها في الفصل 128 من ق ت « والتي لا تعوض بغيرها » والا اعتبرت سند دين عادي اذا توفرت فيها شروط السند العادي ويخضع للتقادم العادي « حسب طبيعة الدين. » تكون المحكمة على صواب لما اعتبرت الكمبيالة التي تنقصها شروط انشائها سند دين عادي لكونها تحمل التزام المسحوب عليه بالتوقيع.

Base légale:

Art(s) 381 Dahir des Obligations et des Contrats

Source

Ouvrage : Arrêts de la Chambre Commerciale - 50 ans, Cour Suprême - Centre de publication et de Documentation Judiciaire, p.292, (2007)

Résumé en langue française

La prescription à l'égard du tiré d'une traite dont l'échéance est arrivée à son terme, ainsi que sa présentation au paiement à plusieurs reprises ne constituent ni une prorogation de délai, ni une demande extrajudiciaire constituant la demeure du débiteur susceptible de suspendre la prescription cambiaire, conformément aux dispositions de l'article 381 du DOC.

Le serment qui peut être déféré au défendeur pour se libérer de la dette lorsqu'il invoque la prescription, conformément aux dispositions de l'article 189 de l'ancien Code de commerce qui ne peut être soulevée d'office, et doit être demandée au Tribunal.

Résumé en langue arabe

- ان تقديم الكمبيالة لبنك المسحوب عليه عند حلول اجلها لاستخلاص قيمتها وتكرار هذا التقديم لا يعد تمديدا لتاريخ استحقاقها ولا مطالبة غير قضائية تجعل المدين في حالة مطل تؤدي الى انقطاع امد التقادم الصرفي وفق احكام الفصل 381 من ق.ز.ع الواجب التطبيق.
- ان اليمين التي يمكن ان توجه للمدعى عليه على براءة ذمته في حالة دفعه بالتقادم عملا بالفصل 189 من ق. التجاري صريح هذا الفصل في انه لا يقضى بها تلقائيا وانما بناء على طلبه.

Identification

Jurisdiction: Cour de cassation / Pays/Ville: Maroc, Rabat

Date de décision: 02/02/2005 / Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 88 / Numéro de dossier: 1449/3/2/2003

Thème: Commercial› Fonds de commerce

Mots clés

Cession, Propriétaire des murs, Notification, Cassation, Moyens nouveaux

Base légale:

Art(s) 195 Dahir des Obligations et des Contrats

Résumé en langue française

Le propriétaire d'un bien immeuble doit être avisé de la cession du fonds de commerce par tous les moyens, y compris à l'occasion d'un litige porté devant les tribunaux. Tous les moyens invoqués pour la première fois devant la Cour de cassation, seront rejetés.

Résumé en langue arabe

يتم إخبار مالك العقار بتفويت الأصل التجاري بأية وسيلة ولو بمناسبة النزاع أمام القضاء.
الدفعات المثارة لأول مرة أمام المجلس الأعلى لا تقبل.

Identification

Jurisdiction: Cour de cassation / Pays/Ville: Maroc, Rabat

Date de décision: 28/09/2005 / Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 960 / Numéro de dossier: 698/3/2/2005

Thème: Commercial› Lettre de Change

Mots clés

Signature, Reconnaissance de dette

Source

Ouvrage : Arrêt de la chambre commerciale - 50 ans, Centre de publication et de documentation, (2007)

Résumé en langue française

La signature d'acceptation d'une lettre de change équivaut à une reconnaissance de dette et, rend le signataire redevable envers le porteur de la lettre de change sans qu'il y'ait besoin d'ordonner une mesure d'instruction.

Résumé en langue arabe

التوقيع على الكمبيالة بالقبول قرينة على المديونية.
إن التوقيع على الكمبيالة يجعل الموقع مدينا مباشرا للحامل والمحكمة ليست ملزمة بإجراء
أي تحقيق.

Identification

Jurisdiction: Cour de cassation. Pays/Ville: Maroc, Rabat

Date de décision: 07/09/2005 / Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 884 / Numéro de dossier: 1047/3/2/2004

Thème: Commercial› Effets de commerce

Mots clés : Lettre de change, Paiement partiel, Preuve

Base légale: Art(s) 185 Code de Commerce

Résumé en langue française

En cas de paiement partiel d'une lettre de change, le tiré ne peut demander la remise de cette dernière; cependant il doit demander que mention de ce paiement soit portée sur la lettre de change.

Identification

Jurisdiction: Tribunal de première instance / Pays/Ville: Maroc, Casablanca

Date de décision: 17/11/1997 /Type de décision: Jugement

Base légale:

Art(s) 32 Dahir du 19 janvier 1939 formant législation sur les paiements des chèques

Résumé en langue française

Ne peut être admise l'opposition émise par le tireur au paiement du chèque pour d'autres causes que le vol, la perte ou la falsification conformément aux dispositions de l'article 32 du Dahir du 19 janvier 1939 formant législation sur les paiements par chèques, qui permet au porteur, de demander au juge d'ordonner la mainlevée de ladite opposition.

Identification

Juridiction: Cour d'appel de commerce / Pays/Ville: Maroc, Casablanca

Date de décision: 01/11/2001 / Numéro de décision: 2241/2001

Thème: Commercial › Commerçant

Mots clés : Prescription quinquennale

Base légale: Art(s) 5 Code de Commerce

Résumé en langue française

Les obligations nées entre les commerçants ou entre commerçants et non commerçants à l'occasion de leur commerce, se prescrivent par 5 ans.

Résumé en langue arabe

تجاري : نشاط تجاري – تقادم خمسي (نعم)

Texte intégral

التجارية البيضاء	الاستئناف	محكمة بالدار
2001/11/01	بتاريخ	قرار
(نعم)	تقادم	تجاري
خمسي	–	نشاط
	تجاري	رقم : 2001/2241

شركة / متاب / ضد شركة قرقاشي وفتح

Identification

Jurisdiction: Cour d'appel / Pays/Ville: Maroc, Casablanca

Date de décision: 17/04/1984 / Type de décision: Arrêt

Numéro de décision: 810

Thème: Commercial› Fonds de commerce

Mots clés

Location d'une vitrine à l'intérieur d'un hôtel, Inapplicabilité du dahir du 24 mai 1955

Base légale:

Dahir du 24 mai 1955 relatif aux baux d'immeubles ou de locaux loués à usage commercial industriel ou artisanal

Source

Revue Marocaine de Droit المجلة المغربية للقانون N°2 Mars - Avril 1985

Résumé en langue française

Une vitrine louée pour l'exposition d'articles dans le hall d'un hôtel n'est ni un local commercial, ni un local accessoire au fonds de commerce où ces articles sont vendus, mais un emplacement

publicitaire.

La location de cet emplacement relève du droit commun et non du dahir du 24 mai 1955 régissant les baux commerciaux.

Identification

Juridiction

: Cour de cassation

Pays/Ville

: Maroc, Rabat

Date de décision

: 01/11/2000

Type de décision

: Arrêt

ID

: 1821

Numéro de décision

: 1740

Numéro de dossier

: 324/1999

Chambre

: Commerciale

Abstract

Thème:

- Commercial›Chèque

Mots clés

Moyen de paiement, Paiement à vue, Cause, Preuve

Base légale:

Art(s) 267 Code de Commerce

Source

Ouvrage : Arrêts de la Chambre Commerciale - 50 ans, Cour suprême - Centre de publication et de Documentation Judiciaire , p.67, (2007)

Résumé en langue française

Le chèque comportant toutes les mentions obligatoires est un moyen cambiaire de paiement. Il est payable à vue et à l'instar des autres effets de commerce et se caractérise par son abstraction, c'est-à-dire qu'il se transmet indépendamment de sa cause. En conséquence, le porteur est considéré comme créancier du tireur du montant inscrit, sans qu'il soit tenu de préciser la cause pour laquelle il a reçu le chèque qui lui a été retourné impayé pour absence de provision.

Résumé en langue arabe

لما كان الشيك الحامل لجميع البيانات الإلزامية يعتبر وظيفيا أداة صرف ووفاء فهو يستحق - الأداء بمجرد الإطلاع عليه ، وأنه كسائر الأوراق التجارية الأخرى يتميز بخاصية التجريد أي أنه يتداول بعيدا عن سببه

ولذلك فإن حامله يعتبر دائما لساحبه بالمبلغ المقيد به دون أن يكون ملزما بأن يبين السبب الذي تسلم من أجله الشيك الذي أرجع إليه بدون رصيد.

Identification

Jurisdiction

: Cour de cassation

Pays/Ville

: Maroc, Rabat

Date de décision

: 15/04/2009

Type de décision

: Arrêt

ID

: 2175

Numéro de décision

: 593

Numéro de dossier

: 699/3/1/2006

Chambre

: Commerciale

Abstract

Thème:

- Commercial›Fonds de commerce

Mots clés

Gérance libre, Résiliation, Effet, Occupation sans droit ni titre, Indemnité de jouissance, Fondement, Prescription quinquennale, Forclusion

Base légale:

Art(s) 5 Code de Commerce

Source

Gazette des Tribunaux du Maroc مجلة المحاكم المغربية N°126 et 127

Résumé en langue française

Le gérant libre qui se maintient sur les lieux en dépit de la résiliation du contrat de gérance est considéré comme occupant sans droit ni titre, le propriétaire pouvant lui réclamer une indemnité de jouissance qui a un fondement autre que le contrat de bail. La prescription en matière commerciale prévue à l'article 5 du code de commerce est une forclusion non susceptible d'interruption et qui ne peut être fondée sur une présomption de paiement.

Résumé en langue arabe

- إن تواجد المسير الحر للأصل التجاري في المحل الذي يشغله فيه هذا الأخير بعد إشعاره بإنهاء عقد التسيير الحر، يجعله محتلاً من غير سند قانوني، مما يخول لصاحب الملك المطالبة بالتعويض عن الإحتلال المحدد أسسه على عناصر أخرى، غير أجره الكراء.
- إن التقادم التجاري المنصوص عليه في المادة الخامسة من مدونة التجارة تقادم مسقط للحق. وليس بالتقادم المؤسس على قرينة الوفاء.

Texte intégral ou motifs

قرار عدد: 593، بتاريخ: 2009/4/15، ملف تجاري عدد: 2006/1/3/699 و
بعد المداولة طبقاً للقانون
حيث يستفاد من مستندات الملف، ومن القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الإستئناف التجارية بالدار البيضاء بتاريخ 05/06/07 في الملف رقم 14/05/175 تحت رقم 05/2116 أن الطالبين ايفون ماري كاليني وقطبي أحمد تقدما بمقال أمام المحكمة التجارية بالدار البيضاء بتاريخ 02/03/19 مفاده أن مورث السيدة ايفون كاليني كان يملك محطة لبيع البنترول ومشتقاته وقام بمهمة إسناد الإشراف على محله التجاري إلى شركة إسو المغرب

التي حلت محلها شركة بترول المغرب بمقتضى عقد عرفي مؤرخ في 06/03/31 وقامت هذه الأخيرة بإسناد مهمة تسيير الأصل التجاري إلى المدعى عليه لزرق محمد لمدة سنة واحدة ما لم يتم توجيه رسالة بفسخه قبل انتهاء المدة بشهرين طبقاً للفصل 11 من عقد التسيير الحر المذكور المحرر بتاريخ 1969/07/04 ثم أن الهالك المسمى ايميل كاليني منح رهنا على العقار والأصل التجاري لفائدة إسو المغرب لقاء دين عليه ولما باعت ايفون كاليني العقار والأصل التجاري إلى السيد قطبي أحمد رفضت إسو تسليمها رفع اليد عن الرهن رغم أن الوارثة وضعت لها بعد عرضه عليها المبلغ المستحق لها الأمر الذي تعذر معه تسجيل البيع في المحافظة العقارية في الوقت المناسب، مما دفع بهما إلى رفع دعوى باسمهما، فوجها إنذاراً بفسخ عقد التسيير الحر إلى مسير الأصل التجاري لزرق محمد توصل به بكيفية قانونية ومنح أجل 99/07/04 كأخر أجل لإفراغ العقار والأصل التجاري كما تم إشعار شركة بترول المغرب بهذا الفسخ وتم تنبيهها بعدم تزويد لزرق محمد بمواد البترول ومشتقاته بعد انتهاء الأجل المضروب له والمحدد في 99/07/04 وإلا اعتبرت مشاركة في احتلال الأصل التجاري والعقار الذي يتواجد فيه والذي به محل للسكن إضافة إلى مرافق الأصل التجاري، طما أنهما (أي المدعيان) وجها إنذاراً لشركة بترول المغرب يطلبان منها إرسال جميع المبالغ المالية التي تسلمتها نيابة عن مالك الأصل التجاري من المسير الحر لزرق محمد الذي صرح في محضر استجوابي بأنه يؤدي لشركة بترول المغرب مبلغ 14400 درهم كل ثلاثة أشهر لكن هذه الأخيرة لم تبعث لهما بأي مبلغ ورفضت الأداء بدون أي سبب مشروع مما حدا بهما إلى رفع دعوى رامية إلى فسخ عقد التسيير الحر المبرم بتاريخ 1969/07/04 مع المسير الحر لزرق محمد والمطالبة بإفراغه هو وشركة بترول المغرب صدر في إطارها قرار استئنافي في الملف عدد 2000/2018 قضى بإفراغهما تم تنفيذه بتاريخ 2001/03/29 وأوضح المدعيان أن الهالك ايميل كاليني كان قد أسند مهمة كراء أصله التجاري وعقاره إلى شركة إسو التي حلت محلها شركة بترول المغرب مما يجعل هذه الأخيرة هي المستفيدة من احتلال الأصل التجاري لأنها كانت تتبع منتوجاتها بالأصل المذكور طيلة قيام عقد التسيير الحر إلى أن تم فسخه بتاريخ 99/07/04 مما يجعلهما محقان في المطالبة بالتعويض عن الإحتلال بسبب الضرر الذي لحقهما من جراء عدم الحصول على ما كان يدره الأصل التجاري من تعويض، لأجله يلتزمان إجراء خبرة لتحديد المبالغ المستحقة لهما التي تسلمتها شركة بترول المغرب من المسير والمبالغ التي لا زالت في ذمة هذا الأخير وذلك ابتداء من تاريخ إبرام عقد التسيير الحر بتاريخ 69/07/04 إلى تاريخ فسخ العقد الذي هو 99/07/04، وبالتحديد التعويض المستحق لهما من تاريخ الإمتناع عن الإفراغ بسبب فسخ العقد، وبعد جواب المدعى عليها أمرت المحكمة بإجراء خبرة من طرف الخبير عبد الرحيم قطبي الذي وضع تقريره في الملف جاء فيه أن المبلغ الصافي للأداء بدون الضريبة على القيمة المضافة هو 199.731,17 درهم ثم بعد احتساب واجبات الإيجار الإجمالية أي بعد إضافة الضريبة تبين أن شركة بترول المغرب المدينة للمدعيين بمبلغ 275.493,17 درهم، كما أن مديونيتها اتجاه مالك محطة بيع المحروقات محددة في 356.577,20 درهم وهذا المبلغ هو منتج ماتبقى من مداخيل الإيجار ابتداء من 69/07/04 لغاية 01/03/29 بعد خصم الدين الذي كان بذمة المالك السابق ايميل كاليني. وبعد إنجاز الخبرة أدلى المدعيان بمذكرة جاء فيها أنهما أودعا مبلغ 13.172,31 درهم بصندوق المحكمة بعد أن تأكد أن المبلغ المذكور هو الدين الذي

بذمة الهالك اميل كاليني لفائدة شركة بترول المغرب بناء على تصريح هذه الأخيرة للعون القضائي وأن هذا المبلغ تم ادائه مرتين الأولى عند إيداعه بصندوق المحكمة والثانية عند حصره من طرف الخبير والتمسا بالحكم على شركة بترول المغرب بأدائها لهما مبلغ 369749,51 درهم، الذي يمثل صافي واجبات كراء الأصل التجاري عن الفترة الممتدة من ، مع النفاذ المعجل، كما أدلى المدعيان بمقال إصلاحي يرمي 69/07/0429/03/01 إلى إدخال ورثة لزرق محمد في الدعوى لوفاة هذا الأخير والحكم عليهم بأدائهم على وجه التضامن مع شركة بترول المغرب بما جاء في المقال الإفتتاحي ومذكرة المستنتجات بعد الخبرة كما عقب دفاع شركة بترول المغرب على الخبرة دفع بسقوط الدعوى لتقادمهما درهم، وبعد الإنتهاء من 295.713,17 وبصفة احتياطية التمس حصر المبلغ المستحق في مناقشة القضية أصدرت المحكمة التجارية حكما القطعي القاضي برفض طلب إجراء محاسبة بخصوص عقد الوكالة في مواجهة ورثة لزرق محمد، وحفظ حق المدعيين في تقديم مطالب مستقلة بشأن التعويض عن الإحتلال بدون سند، والحكم على المدعى عليها شركة بترول المغرب بأدائها للمدعيين مبلغ 295.713,17 درهم الذي يمثل ما استخلصته من واجبات كراء المدة التي تبتدئ من 69/07/04 إلى 01/03/29 و برفض باقي الطلبات، وعلى إثر استئناف الحكم المذكور من طرف شركة بترول المغرب استئنفا أصليا ومن طرف ماري ايفون كاليني فرعيا أصدرت محكمة الإستئناف التجارية قرارها المطعون فيه القاضي بتعديل الحكم المستأنف وذلك بحصر المبلغ المحكوم به في 204,385,48 درهم وبتأييده في .الباقي
وبجعل
شأن
في
الباقي
السبب
الأول،
حيث ينعى الطاعنان على القرار خرق قاعدة مسطرية أضر بحقوقهما بدعوى أن المحكمة مصدرة القرار المطعون فيه تصدت للبت في التعويض رغم أن الخبير تعذر عليه تحديده وبالرغم من أنهما التمس حفظ حقهما في رفع دعوى مستقلة بشأنه، وحفظه الحكم الابتدائي ولم ينازع أو يستأنف هذا الجزء من الحكم أي طرف فجا قرارها خارقا لمقتضيات الفصلين الثاني و 59 من ق م م، وأن قرارها خرق مقتضيات الفصل 335 من ق م م، لكون البت في النازلة تم بدون صدور الأمر بالتخلي وتبليغه للأطراف، كما أن القرار لم يتطرق للمدخلين في الدعوى ورثة لزرق محمد لكونهم يعتبرون طرفا أساسيا مشاركا في احتلال الأصل التجاري، فتجاهلهم القرار ولم يعتبرهم طرفا فيه لكن، حيث جاء في تعليقات القرار المطعون فيه " أن محكمة الدرجة الأولى وإن كانت قد من قبل واجبات (اعتبرت المبالغ المحكوم بها في مواجهة الطاعنة) شركة بترول المغرب الكراء استنادا على ما جاء في تقرير الخبرة إلا أنه في حقيقة الأمر فإن المبالغ المحكوم بها عن الفترة من 99/06/08 إلى 2001/03/29 تاريخ الإفراغ إنما تشكل تعويضا عن الإحتلال" فالمحكمة وعلى خلاف ما جاء في الوسيلة اعتبرت المبالغ المحكوم بها من 99/06/08 إلى 2001/03/29 تشكل تعويضا عن الإحتلال وهو تعويض التمس الطالبان التصريح بأحقيتهما فيه بمقتضى مقالهما الإفتتاحي، كما أنهما لم يتضررا من عدم قيام المستشار المقرر بإصدار أمر بالتخلي مادام أن عدم الإصدار يترك الباب مفتوحا في وجه الطرفين للإدلاء بما يفيدهما لغاية حجز القضية للمداولة، كما أنهما لم يوضحا وجه الضرر الذي لحقهما بسبب عدم ذكر ورثة لزرق محمد المدخلين في الدعوى في القرار، فتكون الوسيلة
غير
مقبولة

في شأن السبب الثاني

حيث ينعى الطاعنان على القرار عدم ارتكازه على أساس قانوني ونقصان التعليل الموازي لانعدامه وخرق نصوص قانونية، بدعوى أن المحكمة مصدرة القرار المطعون فيه طبقت التقادم المنصوص عليه في المادة الخامسة من مدونة التجارة رغم أن الهالك ايميل كاليني قد وكل شركة إسو لبيع أو كراء عقاره وأصله التجاري إلى الغير وهذه الوكالة رغم خضوعها للمادتين الثانية والخامسة من مدونة التجارة فإن الفصلين المذكورين يحيلان على نصوص القانون المدني التي من ضمنها الفصل 377 من ق ل ع الذي ينص على أنه لا تقادم على الوقائع المعروضة على المحكمة لوجود رهن رسمي وبذلك خرق قرار المحكمة الفصلين الثاني والخامس من مدونة التجارة والفصل 377 من ق ل ع، والقرار حرف مقتضيات الفصل 378 من نفس القانون لكون أن المسمى ايميل كاليني قد غادر المغرب إلى وطنه بعد أن أسند أمر إدارة مصالحه إلى المدعى عليها وظل غائبا هو وابنته ايفون ماري عن المغرب وبالتالي فإن التقادم لا محل له إذ أن المقرر أن التقادم بخصوص المبالغ التي يتسلمها الوكيل ويمتنع عن أدائها للموكل لا يتم إلا بتحقيق شرطين أولهما قيام الوكالة وثانيهما عدم تقديم حساب من طرف الوكيل، كما أن القرار عندما طبق التقادم المسقط للحق المنصوص عليه في المادة الخامسة من مدونة التجارة بالرغم من أن المطلوبة شركة بترول المغرب ناقشت المديونية وتبني(أي القرار) ماورد في استئناف هذه الأخيرة بأنها لم تتوصل سوى بمبلغ 242700,00 درهم رغم أنها قد أقرت في المرحلة الابتدائية بأنها قد توصلت بالمبلغ الذي حدده الخبير قبل إضافة الضريبة على القيمة المضافة، يكون خرق حسب الطاعن مقتضيات الفصلين الثاني والخامس من مدونة التجارة والفصول 377 و388 و389 و405 من ق ل ع، وبني على حيتيات متناقضة إذ تضمن دفوعا في إسم المطلوبة وتم نسبة دفوع هذه الأخيرة إليهما مما يجعله غير معلل تعليلا كاملا وعرضة للنقض لكن، حيث إن القرار المطعون فيه رد على ما ورد في الوسيلة " أنه خلافا لمزاعم الطاعنة فإنه بعد إحداث المحاكم التجارية فإن مقتضيات المادة الخامسة من مدونة التجارة أصبحت هي الواجبة التطبيق باعتبارها تنص على أن جميع الإلتزامات الناشئة بمناسبة عمل تجاري بين التجار أو بينهم وبين غير التجار تتقادم بمضي خمس سنوات ما لم توجد مقتضيات خاصة مخالفة... وأنه مادام أن الأمر يتعلق بالمطالبة بواجبات كرائية والتعويض عن الإحتلال خلال الفترة ما بين 1969/07/04 إلى 2001/03/29 في حين أن الدعوى لم ترفع فإن حقوق المستأنف عليهما تبقى محصورة في خمس سنوات فقط أي في 19/03/02 إلا يوم المدة ما بين 1997/03/19 و 2001/03/19 وكل الفترة السابقة قد لحقها التقادم... وأنه لا يمكن اعتبار مناقشة الطاعنة للدين بصفة احتياطية إقرارا بالمديونية ولا هدمها لقرينة الوفاء... الخ" وهو تعليل صائب يطابق واقع الملف وطبق مقتضيات المادة الخامسة تطبيقا سليما على اعتبار أن التقادم المنصوص عليه في المادة المذكورة تقادم أطول أمد في المادة التجارية غير مبني على قرينة الوفاء وبخصوص الإقرار أثناء سريان الدعوى الحالية لا يدخل في نطاق الإقرار القاطع للتقادم موضوع الفصل 382 من ق ل ع وأثير لأول مرة، ف جاء القرار معللا بما يكفي غير خارق لأي مقتضى ومرتكزا على أساس، عدا ما أثير لأول مرة. فهو غير مقبول

وحيث انه لحسن سير العدالة ومصلحة الطرفين ينبغي إحالة القضية على نفس المحكمة

لهذه

الأسباب
قضى المجلس الأعلى برفض الطلب وبتحميل الطالبين الصائر.